

434667-2026 - Mise en concurrence

France – Services de sécurité – 2026A0069 - ACBC Sécurité incendie et sureté du Centre Administratif des Alpes Maritimes
OJ S 120/2026 25/06/2026
Avis de marché ou de concession – régime ordinaire
Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine
Adresse électronique: marches@departement06.fr
Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale
Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: 2026A0069 - ACBC Sécurité incendie et sureté du Centre Administratif des Alpes Maritimes
Description: 2026A0069 - ACBC Sécurité incendie et sureté du Centre Administratif des Alpes Maritimes - Missions liées à la sécurité incendie des biens et assistance à personnes du centre administratif départemental. - Missions liées à la gestion des équipements électroniques de sûreté du patrimoine départemental. - Missions liées à la surveillance humaine et générale des sites.
Identifiant de la procédure: b7804ae8-92c7-4801-a02c-731a0db0f46d
Identifiant interne: 2026A0069
Type de procédure: Ouverte
La procédure est accélérée: non
Principales caractéristiques de la procédure et informations sur l'endroit où obtenir les règles complètes applicables à la procédure: Le marché est une procédure adaptée ouverte en raison du type de service correspondant aux spécificités de l'Article R2123-1 3° - Services sociaux et autres services spécifiques du Code de la commande publique.

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services
Nomenclature principale (cpv): 79710000 Services de sécurité

2.1.3. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 4 800 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Les candidats doivent obligatoirement effectuer une visite du site dans les conditions suivantes : une visite groupée dont la date et l'heure seront indiquées sur la plateforme. Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Personne à contacter : M. ALI MOKHNACHE Kelyan, Chef du service sécurité et sureté : 04.89.04.29.49 et son secrétariat 04.97.18.69.54 Une attestation de visite sera être fournie. Le candidat devra joindre à son offre cette Attestation de visite dûment remplie.

Base juridique:

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Faillite: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Corruption: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Concordat: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Participation à une organisation criminelle: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Fraude: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Insolvabilité: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Biens administrés par un liquidateur: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Fausse déclaration, dissimulation d'informations, incapacité de présenter les documents requis ou obtention d'informations confidentielles sur cette procédure: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

État de cessation d'activités: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Lot unique : ACBC Sécurité incendie et sureté du Centre Administratif départemental des Alpes Maritimes

Description: ACBC Sécurité incendie et sureté du Centre Administratif départemental des Alpes Maritimes La prestation comprend : - Missions liées à la sécurité incendie des biens et assistance à personnes du centre administratif départemental. - Missions liées à la gestion des équipements électroniques de sûreté du patrimoine départemental. - Missions liées à la surveillance humaine et générale des sites.

Identifiant interne: Lot unique

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79710000 Services de sécurité

Options:

Description des options: Accord-cadre sans minimum d'un montant maximum de 1 200 000 € HT par période de 12 mois, reconductible 3 fois par période de 12 mois pour les mêmes montants, soit une durée maximale de 48 mois.

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 3

Autres informations sur le renouvellement: Se référer aux documents de la consultation.

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 4 800 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 4 800 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:

Type: Qualité

Nom: La valeur technique

Description: SC 1 : Définir les mesures que le candidat s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de la réalisation et du suivi des prestations du marché pour une qualité de service (15 points) SC2 : Description de la gestion des effectifs, recrutement, formation et suivi (20 points) SC3 : Organisation de la continuité de service et gestion des absences (25 points)

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 60

Critère:

Type: Prix

Nom: Le prix

Description: Le prix noté sera celui du DDED. Voir le détail sur les documents de la consultation.

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 40

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://marches-securises.fr/>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 23/07/2026 15:30:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation chargée des procédures de recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Numéro d'enregistrement: 22060001900016

Adresse postale: Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM)

Ville: NICE CEDEX 3

Code postal: 06201

Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays: France

Adresse électronique: marches@departement06.fr

Téléphone: +33 497186000

Adresse internet: <https://www.marches-securises.fr>

Adresse URL pour l'échange d'informations: <https://www.marches-securises.fr>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0003

Nom officiel: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Numéro d'enregistrement: 17060005000026

Adresse postale: 18 avenue des Fleurs CS 61039

Ville: NICE CEDEX 1

Code postal: 06050

Subdivision pays (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays: France

Point de contact: Tribunal administratif de Nice

Adresse électronique: greffe.ta-nice@juradm.fr

Téléphone: +33 489978600

Adresse internet: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

Adresse URL pour l'échange d'informations: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: af3e424a-073a-4aaa-8627-1b29ae6b095a - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 23/06/2026 13:55:19 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 434667-2026

Numéro de publication au JO S: 120/2026

Date de publication: 25/06/2026